

Crise du coronavirus à Marseille: les pouvoirs publics aux abonnés absents



Par Gregory Colpart, le 30 Avr 2020

Lien : <https://marsactu.fr/agora/crise-du-coronavirus-a-marseille-les-pouvoirs-publics-aux-abonnes-absents/>

Déjà plus de six semaines. La crise liée à l'épidémie du Covid-19 s'éternise. De plus en plus de Marseillais sont dans une situation de grande précarité. Pour y remédier, de nombreuses initiatives citoyennes ont émergé. Mais ces réseaux de solidarité ne peuvent pas pallier l'inaction des pouvoirs publics.

Marseille est l'une des villes les plus pauvres de France: 25% de la population vit (ou survit) sous le seuil de pauvreté. Depuis le début de la crise du coronavirus, des mouvements de solidarité sont en première ligne pour intervenir auprès des plus fragiles et répondre en urgence à ces situations critiques.

Au nombre de ces initiatives, le projet d'urgence Massalia Couches System distribue depuis début avril des colis bébé (couches, lait infantile, petits pots, etc) dans le but de répondre aux besoins pressants des oubliés de toujours: celles et ceux qui ne sont pas pris en charge par les structures habituelles. À ce jour, nous tentons de répondre bénévolement aux besoins de plus de 1800 petits Marseillais (entre 0 et 3 ans) en difficulté dans de nombreux quartiers (Les Rosiers, La Castellane, Belle de Mai, Noailles, Le Panier, Air Bel, etc.) via une soixantaine de collectifs de terrain. Nous avons déjà distribué environ 1000 "colis bébé".

À notre grande surprise des services publics font aussi directement appel à nous ! Les "Maisons Départementales de la Solidarité" (MDS) nous sollicitent pour se procurer des produits de première nécessité, des hôpitaux publics n'ont pas hésité à nous approcher pour disposer de couches pour bébés. Les travailleurs sociaux ont également recours à notre système d'entraide citoyen et bénévole qui compense l'inaction des pouvoirs publics. Pourtant, nous n'avons reçu aucune aide de la part des collectivités locales. Notre réseau d'entraide est devenu la béquille d'institutions publiques absentes et aveugles.

Nous demandons aux collectivités et au gouvernement de faire face à leurs responsabilités. La situation dramatique à laquelle nous faisons face nous a poussé à explorer toutes les alternatives : cagnotte en ligne, collecte dans les supermarchés et appel à des fondations privées. Mais ce n'est pas à nous d'assumer la Protection Maternelle et Infantile (PMI) qui est une compétence légale et obligatoire du Département des Bouches-du-Rhône. Les pouvoirs publics doivent se donner les moyens de répondre à la détresse des familles démunies de Marseille.

Signé : Massalia Couches System (AOUF, Emmaüs, Didac'Ressources)
avec le soutien de : Collectif des écoles de Marseille (CeM), Collectif des Habitants Organisés du 3ème, MRAP13, GROUPE de VEILLE Busserine, Collectif du 5 novembre - Noailles en colère, Syndicat des Quartiers Populaires de Marseille, Usagers de la PADA